

PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des Pays de la
Loire

Nantes, le 17 avril 2009

Groupe de subdivisions de Nantes

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : société CEM 21 – Montoir de Bretagne – demande du 11 juillet complétée le 4 septembre 2008

La société CEM 21 demande l'autorisation de créer une unité de broyage de clinker à Montoir de Bretagne dans la zone industrielle du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire.

I – RENSEIGNEMENTS GENERAUX –

1-1 – Demandeur

Raison sociale	:	Société CEM 21
Forme juridique	:	SAS unipersonnelle au capital de 38.000 €
Adresse du siège social	:	9, rue Saint Florentin – 75008 Paris
Téléphone	:	06.12.97.81.71
Adresse des installations	:	Montoir de Bretagne – zone portuaire
SIRET	:	488 985 862 00017
Code NAF	:	741 G
RCS	:	Paris 488 985 862
Responsable	:	Jean-Marc DOMANGE, Président

1-2 - Motivation de la demande – Raisons pour lesquelles le projet a été retenu

CEM demande l'autorisation exploiter un centre de broyage de clinker en vue de produire et de commercialiser des ciments.

Le dossier énumère les raisons qui ont motivé le choix du projet (*EI, dossier 2, partie 3*).

Le dossier présente les capacités techniques et financières de la société CEM 21 (p.20 à 23). Le dirigeant et le directeur du projet de CEM 21 disposent d'une expérience et de compétences dans le domaine de l'industrie cimentière.

L'installation projetée représente 42 millions d'euros :

- un investissement brut de 39 millions d'euros,
- des frais d'établissement d'un million d'euros,
- un fonds de roulement initial de 2 millions d'euros.

Les fonds nécessaires doivent être constitués par un apport en capitaux propres de 23 millions d'euros et par un emprunt de 19 millions d'euros remboursables sur 7 ans après deux ans de différé. La durée moyenne des investissements est fixée à 10 ans.

Ces montants semblent s'entendre sans les investissements de sécurité supplémentaires qui pourraient le cas échéant être entraînés par l'environnement industriel particulier du secteur.

1-4 - Description du projet –

Le projet consiste à broyer 500 000 tonnes de clinker par an. La capacité de production doit être doublée après quelques années d'exploitation.

Le site doit compter 45 puis 60 salariés. Le poste de broyage et le laboratoire doivent fonctionner 24h/24 pendant 7j/7. Les personnes chargées du déchargement doivent travailler en continu tout au long de la présence d'un bateau, en fonction des horaires de manutention du port. Les préposés à l'expédition pourront travailler le samedi matin si nécessaire.

Le projet doit également entraîner la création de 60 emplois indirects ou induits.

L'établissement doit livrer 50 % de sa production en vrac par véhicules citernes et doit disposer aussi d'équipements qui permettent d'ensacher 50 % de la production.

1-5 - Localisation - Emplacement des installations

Le site se trouve à 7 km au nord est de Saint-Nazaire, à Montoir de Bretagne, dans le terminal multi-vrac (TMV). Il se trouve à environ 2 km au sud-est du bourg de Montoir de Bretagne. Il s'étend sur 5 hectares.

CEM 21 et le GPMNSN ont signé une autorisation d'occupation temporaire de terrains.

La matrice cadastrale qui correspond à l'emprise des installations est la suivante :

Section cadastrale	N° de la parcelle	Superficie m ²
BB	3	11745
BB	15	209
BB	16	9834
BB	17	14267
BB	18	13945
Total		50000

1-6 – Dispositions d'urbanisme

La commune de Montoir de Bretagne dispose d'un PLU constitué en mars 2003. Toutes les parcelles du projet sont situées en zone UG. Le règlement de cette zone est fourni (*dossier 6, annexe 8*).

1-7 - Servitudes – Risques industriels

Aucun bâtiment qui accueille du public n'est situé à proximité du site.

Une ligne électrique de 63 KVa passe entre 50 et 100 mètres de la limite sud du site, en dehors du site, selon un axe ouest sud-ouest. Une servitude aéronautique est présente au niveau des parcelles du site qui est situé dans un couloir aérien.

Les établissements dits "SEVESO" suivants sont présents à proximité du site :

- YARA à 120 m au sud-ouest de la limite foncière du site,
- CEREGRAIN Distribution à 900 mètres au nord,
- TOTAL France à 3 km à l'est.

Le site de CEM 21 est :

- situé en dehors, mais en limite, des zones SELS (seuils des effets létaux significatifs) de la société YARA,
- situé en partie dans une zone SEL (seuils des effets létaux) de YARA,
- situé dans une zone SEI (seuil des effets irréversibles) de YARA.

1-8 - Permis de construire

La demande de permis de construire a été déposée. Le permis a été accordé.

1-9 - Autorisation de défrichement

L'implantation des installations ne nécessite pas l'obtention d'une autorisation de défrichement. Les parcelles du projet sont actuellement des friches et des routes bordées de fossés.

II – DESCRIPTION DES ACTIVITES

2-1 - Caractéristiques principales

Les installations doivent comprendre :

- 2 trémies de déchargement mobiles dépoussiérées au niveau du quai n°1 (hors site),
- 1 hall de stockage de clinker et de constituants secondaires,
- 1 bâtiment broyeur ciment équipé de trémies d'alimentation au sud-ouest du site,
- 1 bâtiment broyeur ciment équipé de trémies d'alimentation à l'est du site,
- 6 trémies d'alimentation le long de la partie ouest du hall de stockage. Les trémies doivent alimenter le transporteur.
- 6 silos de stockage de ciment d'une capacité respective de 1500 tonnes à l'ouest (dont 2 silos plus à l'est),
- 1 bâtiment d'ensachage palettisation filmage au nord-ouest,
- des bureaux pour abriter l'administration, les services techniques, les vestiaires et le laboratoire,
- 1 poste de transformation électrique au sud,
- 1 cuve de gasoil double paroi enterrée au sud-ouest,
- une salle pour les compresseurs,
- un garage-atelier
- une entrée-sortie équipée de deux ponts bascules dans le nord-ouest du site,
- une entrée à l'ouest pour les véhicules légers,
- un accès au sud-ouest pour les remorques destinées à assurer l'alimentation en matières premières,
- une future voie ferrée dans le prolongement de la voie existante à l'est du site qui doit être construite par le GPMNSN.

2-2 - Matières premières

Le **clinker** est un produit intermédiaire de la fabrication du ciment et qui est obtenu, par calcination dans un four, d'un mélange de différents minéraux (argiles, calcaire...).

Le **gypse** est le deuxième composant essentiel du ciment. Le gypse existe sous forme de minerai naturel extrait de carrières ou sous forme de produit de synthèse issu par exemple de la désulfuration des fumées de centrales thermiques. Le gypse (30 000 tonnes/an) doit provenir :

- soit du marché national,
- soit d'une source proche d'importation par voie maritime,
- soit d'une installation de désulfuration.

Les ajouts sont constitués de calcaire et d'autres matières inertes.

Le **calcaire** est une roche sédimentaire carbonatée.

Les matières premières doivent être réceptionnées dans des trémies situées à 1,2 km au sud ouest du projet (quai n°1).

2-3 - Nature et Volume des activités - Rubriques de la nomenclature

Les installations relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

rubriques	Désignation	Caractéristiques	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	2 broyeurs d'une puissance de 3 800 kW Ensachage, palettisation, filmage 300 kW Soit un total de 7 900 kW	A (2km)
2516	dépôts de produits minéraux pulvérulents - La capacité de stockage étant : Supérieure à 5000 m ³ mais inférieure ou égale à 25000 m ³	produits additifs - ajouts et autres produits additifs Capacité de stockage 6430 m ³	D
2517	dépôts de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, La capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m ³ , mais inférieure ou égale à 75 000 m ³	Gypse, calcaire et clinker - Capacité de stockage 50 000 m ³	D
2920-2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, : La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	3 compresseurs de 50 kW Soit un total de 150 kW	D
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : Représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m ³	Liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie - 10 m ³ de gasoil – cuve à double paroi enterrée avec détecteur de fuites capacité équivalente 0,4 m ³	NC
1434	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant inférieur à 1 m ³ /h	Liquide inflammable de 2 ^{ème} catégorie – débit de 1,2 m ³ /h de GO – débit équivalent de 0,048 m ³ /h	NC
1530	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant inférieure ou égale à 1000 m ³	Palettes de bois 200 m ³ – sacs en papier 100 m ³ Soit un total de 300 m ³	NC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La	2 ou 3 postes de charge	NC

	puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure ou égale à 50 kW	d'accumulateurs d'une puissance maximum de 13,2 kW	
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : La surface de l'atelier étant inférieure ou égale à 2 000 m ²	Garage pour l'entretien de véhicules d'une surface totale de 375 m ²	NC

A : autorisation - DC : déclaration avec contrôle périodique - D : déclaration - NC : non classable

La rubrique 2520 de la nomenclature (fabrication de ciments) ne s'applique pas : Les matériaux utilisés dans la fabrication du ciment ont déjà été pulvérisés, mélangés et chauffés dans des fours et les transforment en clinker avant leur arrivée à Montoir de Bretagne.

III – ETUDE D'IMPACT

3-1 - Monuments historiques - Archéologie - Patrimoine culturel – Biens matériels

Aucune servitude relative aux sites et aux monuments historiques n'est mentionnée à proximité du site. Les sites recensés sont à plus de 2 km du projet.

3-2 - Espaces agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs – zones AOC

Les activités agricoles les plus proches sont recensées en annexe 6 et sont situées à 1,9 km du projet. Il n'existe pas de zones d'appellation d'origine contrôlée à proximité du site.

3-3 - Sites et paysages

Les perspectives visuelles depuis les lieux-dits environnants sont faibles (*dossier 2, p.62-71 - dossier 6, annexe 25*) :

- les matériaux et les coloris doivent permettre une mise en valeur du site,
- les plantations doivent être réalisées avec des végétaux d'essences locales,
- les parcelles inutilisées doivent être engazonnées...

3-4 - Richesses naturelles - Faune et flore - Équilibres biologiques

Le parc naturel régional de Brière se trouve à 2,7 km au nord-est.

Dans un rayon de 2 km autour du site se trouvent :

- 2 zones de protection spéciale (ZPS),
- 1 arrêté de protection de biotope (APB),
- 4 zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF),
- 1 zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO),
- 2 zones humides d'importance nationale (ONZH),
- 1 site d'intérêt communautaire,
- 1 secteur d'application de la convention de RAMSAR.

Les deux zones protégées les plus proches ont un périmètre qui passe à 200 mètres du site (ZNIEFF "La vallée de la Loire à l'aval de Nantes" et zone humide "L'estuaire de la Loire").

Des études faunistiques et floristiques ont été réalisées (*dossier 6, annexe 22*). Aucune espèce rare protégée n'a été recensée.

3-5 - Eaux superficielles - Inondations

La commune de Montoir de Bretagne est soumise au risque d'inondation rivière. Elle ne fait pas l'objet d'un plan de prévention des risques d'inondation.

Le site est drainé par un réseau de douves périphériques artificielles. Un bassin de rétention de 5000 m² situé à 210 mètres au nord du site est alimenté par le réseau de douves du port. L'exutoire du bassin est le canal du Priory à 750 mètres à l'est du site. Le canal du Priory rejoint la Loire à 1,7 km au sud-est.

3-6 - Eaux souterraines

Le projet se trouve à une altitude de 4 m NGF. Aucun forage destiné à l'alimentation en eau potable n'est recensé à proximité du site.

3-7 - Eaux du réseau de distribution public – Consommations d'eau

L'alimentation en eau potable doit être effectuée à partir du réseau de la communauté d'agglomération de la région nazairienne (CARENE). Un disconnecteur est prévu pour éviter tout éventuel retour d'eaux dans le réseau public.

3-8 - Eaux de procédé – système de refroidissement (*AP, art. 3-13*)

Le site ne comportera ni forage, ni pompage d'eaux souterraines ou superficielles. Les besoins en eau sont principalement d'ordre sanitaire et domestique ou pour l'appoint en eau du système de refroidissement en circuit fermé. La consommation d'eau sera de l'ordre de 1500 m³/an.

3-9 - Eaux pluviales – Eaux de ruissellement

Les eaux pluviales de toitures, de voiries et de parkings doivent être rejetées par ruissellement gravitaire dans trois ouvrages de type bassin d'orage dont le rejet doit être effectué dans la douve Ouest (*AP, art. 3-15*). Au moins deux débourbeurs déshuileurs doivent être mis en place pour les eaux de voiries et de parking (*AP, art. 3-15*).

Les eaux générées au niveau de la zone de lavage et de dépotage doivent être collectées par un avaloir et être acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans la douve Ouest. Une vanne de coupure doit être installée au niveau du point de rejet des eaux en sortie du bassin de 300 m³ au sud.

3-10 - Eaux usées sanitaires

Les eaux sanitaires doivent être traitées par un dispositif autonome (dispositif de type mini-station d'épuration fonctionnant par boues activées en aération prolongée). Les eaux traitées doivent rejoindre la douve Ouest (*AP, art. 3-14*).

3-11 - Sols

Les sols doivent être majoritairement imperméabilisés. Le risque principal est dû à une éventuelle fuite de la cuve enterrée de liquides inflammables (cuve de gasoil à double paroi). Un état zéro des sols doit être effectué avant le début des activités (*AP, art. 2-12*).

3-12 - Bruits et vibrations (*AP, titre V*).

Les sources principales d'émissions sonores du site doivent être les installations et les équipements industriels, ainsi que les véhicules de transport de matériaux. Les installations les plus bruyantes sont les broyeurs et les compresseurs.

Les impacts sonores sont étudiés (*dossier 2 et dossier 6, annexe 23*). Les niveaux sonores réglementaires en limite de site et les émergences doivent être respectés (périodes diurnes et nocturnes).

Le broyeur à boulets doit reposer sur une structure en béton qui permet une propagation minimale des vibrations.

3-13 - Horaires de fonctionnement (*AP, art. 3-13*)

Les installations doivent fonctionner 5 jours par semaine, à l'exception des activités de broyage et du laboratoire qui doivent fonctionner 7j/7 (hors jours fériés). L'activité de déchargement des barges doit être effectuée en fonction des horaires des grues des quais. Les expéditions doivent être effectuées en semaine et, si nécessaire, les samedis matins.

3-14 - Émissions lumineuses

Des spots lumineux doivent être disposés sur toutes les surfaces visibles.

3-15 - Odeurs

Les installations de broyage de clinker ne dégagent pas d'odeurs spécifiques.

3-16 - Circulation routière, ferroviaire et fluviale - Accès

Le carrefour actuel au centre du projet doit être supprimé. Les deux routes doivent converger sur le rond-point au nord.

Le clinker doit être acheminé par bateaux de 20 000 à 30 000 tonnes. Le clinker doit être déchargé dans des trémies mobiles de quai et transporté jusqu'au site par des engins spécialement conçus pour ce trafic. Le clinker doit être déchargé dans une trémie de ballage. Le clinker doit être dirigé par convoyeurs capotés vers un hall de stockage. La capacité de stockage doit être de 50 000 tonnes pour le clinker et de 20 000 tonnes pour le gypse et les ajouts.

L'activité doit générer un trafic supplémentaire d'environ 30 bateaux par an depuis l'estuaire de la Loire jusqu'au poste à quai n°1.

Le taux d'occupation de ce poste dédié au projet CEM 21 doit être de l'ordre de 40%. Le trafic supplémentaire représente 20% sur le terminal agroalimentaire constitué de quatre postes à quai et 0,6% sur la Loire à ce niveau.

L'établissement doit livrer 50 % de sa production en vrac par camions citernes et doit disposer des équipements qui permettent d'ensacher 50 % de sa production en sacs de 25 kg ou de 35 kg.

L'impact du projet sur la circulation de la RD 100, voie la plus proche, doit être de l'ordre de +8,2% d'augmentation. Cette augmentation doit être plus marquée pour le trafic poids lourds seul : +27,9%.

L'activité doit générer un trafic ferroviaire supplémentaire en cas de réexpédition d'une partie du clinker déjà acheminé par voie maritime. Le nombre de train doit être inférieur à 1 par jour.

3-17 - Émissions de poussières – Rejets atmosphériques (*AP, titre IV*)

Les impacts sur l'air sont dus essentiellement aux émissions de poussières. Les rejets de poussières doivent provenir des opérations de manègement du clinker, des ajouts et du ciment. Pour limiter les envols de poussières, l'exploitant prévoit les mesures suivantes :

- des filtres à manches doivent être installés pour capter les poussières émises et pour assurer de faibles niveaux de rejets dans l'atmosphère,
- une installation de captage de poussières doit être mise en place,

- tous les convoyeurs doivent être capotés,
- les bâtiments doivent être fermés,
- les transports de matériaux en vrac doivent être effectués au moyen de véhicules fermés,
- aucun stockage de matières premières ne doit être effectué à l'extérieur,
- les pistes d'accès et de circulation doivent être revêtues d'un enrobé routier,
- les bâtiments doivent être régulièrement nettoyés.

Les matériaux ne sont pas brûlés dans un four.

Le centre de broyage de clinker doit consommer de l'électricité. Il n'y aura pas de chaudière de gaz ou de tout autre combustible.

3-19 - Déchets *(AP, titre VI)*

Les déchets produits doivent être principalement des déchets industriels banals (DIB), de refus de process et des déchets produits par les services administratifs.

Pour les déchets produits, les rubriques concernées de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement (liste des déchets) ont été précisées.

3-20 - Notice sur la conformité des installations avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à la santé, à l'hygiène et à la sécurité du personnel

La demande présente une notice d'hygiène et de sécurité. L'organisation du travail, la sécurité au sein de l'établissement et les conditions de travail et d'hygiène sont abordés.

CEM 21 doit employer, dans un premier temps, moins de 50 personnes. Le CHSCHT n'existe pas.

3-21 - Sécurité – Environnement industriel

Les installations classées les plus proches du site à Montoir de Bretagne et à Donges sont mentionnées.

3-22 - Salubrité et Sécurité publiques

Les voies empruntées à partir du site doivent être les suivantes :

- l'impasse de la Tartane qui doit être déviée vers l'ouest et dont l'extrémité sud doit être reliée à la rue de la Goélette,
- la rue de la Goélette qui passe à 700 mètres au sud du site,
- la partie nord de la rue des Clippers dont le tracé doit être conservé.

Les lieux-dits les plus proches ("Camé" et "Blanche") sont situés à 1 km du site.

IV – ETUDE DES DANGERS

4-1 - Risques externes - Risques liés aux industries du secteur

Les principaux risques d'origine externe recensés pour les installations de CEM 21 sont les suivants :

- le risque lié à la foudre,
- le risque de chute d'aéronefs sur le site,
- les risques liés à l'intrusion de personnes,
- les risques liés à la présence de sites industriels voisins...

Les sociétés YARA France, SOGIF Air Liquide, Cérégrain et Total France disposent d'établissements dans le secteur. Le projet se situe à proximité immédiate des installations de la société YARA, établissement classé SEVESO seuil haut.

Le projet est, au vu des éléments de l'étude de dangers de l'établissement de la société YARA portés à la connaissance de l'inspection des installations classées au moment de l'instruction du dossier :

- situé en limite, mais en dehors, d'une zone SELS de l'établissement YARA (zone de risques élevés délimitée par les seuils d'effets létaux significatifs SELS),
- inclus en partie dans une zone SEL de YARA (zone de risques élevés délimitée par les seuils d'effets létaux SEL),
- inclus en partie dans une zone SEI de YARA, et en totalité dans une deuxième zone SEI de YARA (zones de risques intermédiaires MMR (mesures de maîtrise des risques) associées aux seuils d'effets irréversibles SEI).

Le périmètre de l'établissement doit être clôturé sur une hauteur de 2 mètres. Le site et les locaux doivent être fermés en dehors des heures d'exploitation (*AP, art. 2-2*).

Seules les personnes autorisées doivent avoir accès aux locaux techniques. Une surveillance vidéo doit être mise en place. Un gardiennage doit être réalisé (*AP, art. 2-2*).

4-2 - Équipements sous pression

Une salle doit abriter deux compresseurs qui doivent fonctionner à une pression maximale de service de 7 bars et un compresseur d'une pression maximale de 3 bars. La salle des compresseurs doit être située dans un local coupe-feu spécifique. Un risque d'explosion d'un équipement sous pression n'est pas exclu.

4-3 - Risques d'incendie

Les principaux risques d'incendie identifiés portent sur :

- les liquides inflammables,
- les palettes de bois,
- les broyeurs et les convoyeurs.

Le demandeur prévoit que :

- La cuve de gasoil de 10000 litres et les transformateurs doivent être équipés de cuvettes de rétention.
- Les murs des bureaux et du garage doivent être construits en parpaings.
- Le hall de stockage, de broyage et d'ensachage doivent être construits en bardage métallique avec des cloisons en briques.
- Un revêtement en béton doit être mis en place sur les planchers des bâtiments (sauf hall) et d'un bitume sur les voies de circulation et sur les accès (absence de revêtement sur les zones inutilisées).
- La hauteur des constructions doit respecter les servitudes liées à la proximité de l'aérodrome.
- L'interdiction de fumer doit être signalée à l'intérieur des bâtiments.
- Les sources d'inflammation doivent être interdites sur les zones de dépotage et de distribution de gasoil.
- Des panneaux de sécurité doivent signaler les dangers sur les zones dangereuses.
- Une détection automatique des incendies doit être mise en place dans les bureaux, le garage et au droit de la zone de stockage des palettes. Une alarme spécifique doit être déclenchée.
- Le désenfumage des bâtiments, des bureaux et du garage-atelier doit être naturel ou automatique.

4-4 - Étude foudre

Le dossier présente une étude foudre (*dossier 6, annexe 19*) et des mesures préventives.

4-5 - Autres risques internes

Le demandeur identifie les autres risques internes :

- pollutions atmosphériques (filtres à manches...),
- pollutions des sols et des eaux,
- effondrement d'un silos, instabilité géotechnique du sol et du sous-sol,
- chute à l'intérieur d'une trémie,
- transport et circulation des véhicules...

Les zones qui présentent des risques de pollutions des eaux ou des sols doivent être placées sur rétention ou sur zone imperméabilisée.

L'étude géotechnique préliminaire du site propose des solutions constructives compte tenu de la nature des terrains (risques de tassement).

Les opérations de maintenance des trémies doivent être effectuées par des entreprises extérieures spécialisées.

Un plan de circulation doit être placé aux entrées du site. Des marquages au sol doivent être matérialisés si nécessaire. Les zones de circulation des poids lourds et des engins doivent être distinctes. La circulation des engins doit être réduite par l'utilisation des convoyeurs à bandes.

4-6 - Scénarios d'accidents

Un tableau de hiérarchisation des risques est présenté.

Le scénario majeur retenu par CEM 21 est l'incendie du stockage des palettes de bois. Les distances des flux thermiques sont calculées et présentées.

Flux thermiques Stockage de palettes de bois	3 kW/m ² zone des dangers significatifs pour la vie humaine	5 kW/m ² zone des dangers graves pour la vie humaine	8 kW/m ² (*) zone des dangers très graves pour la vie humaine
Coté longueur	18,7 m	14,2 m	11,0 m
Coté largeur	12,9 m	9,6 m	7,2 m

(*) et seuil des effets dominos

Les flux ne sortent pas des limites de l'établissement.

Le dépôt de matières plastiques, situé dans le même bâtiment, ne se trouve pas dans la zone des effets dominos.

4-7 - Nature et l'organisation des moyens de secours

Les moyens dont le demandeur dispose ou s'est assuré le concours, en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre sont cités dans la partie 7 de l'étude des dangers. CEM 21 présente quelques moyens propres (extincteurs...).

Deux RIA doivent être installés dans le hall d'ensachage et de palettisation pour assurer la défense incendie près de la zone de stockage de palettes de bois.

Le demandeur expose qu'aucune réserve d'eau incendie supplémentaire et aucun poteau d'incendie privé n'est nécessaire, compte tenu des moyens publics qui existent ou qui sont prévus.

CEM 21 évoque également les moyens d'intervention publics.

4-8 - Eaux d'extinction

Le réseaux d'eaux pluviales doit pouvoir être obturé en cas d'incendie.

Les bassins de rétention sont destinés :

- à recueillir et à tamponner les eaux de ruissellement, notamment en cas d'orage exceptionnel,
- à recueillir et à isoler les eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site.

4-9 - Mesures particulières liées à la présence de l'établissement de YARA

Des mesures particulières à mettre en œuvre en cas d'accident dans l'établissement de YARA sont envisagés :

-Mise en place d'une procédure d'urgence par le GPMNSN suite aux études de dangers en cours d'élaboration. Cette procédure doit permettre de définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que le demandeur doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de dysfonctionnement des installations de YARA.

-Le personnel de CEM 21 et le personnel intérimaire doit avoir à sa disposition des masques à gaz et doit recevoir préalablement une formation appropriée sur les risques engendrés par la proximité de l'établissement de YARA.

-Deux locaux de confinement doivent être spécifiquement aménagés dans les locaux du site pour assurer la mise à l'abri du personnel en cas d'accident toxique signalé.

V - HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUES – EVALUATION DE L'IMPACT SANITAIRE (dossier n°3)

Les impacts du projet sur la santé sont principalement liés à la poussière et au bruit (*EI, p56 et 57/71 – dossier 3*). L'évaluation des risques sanitaires présente :

-le site et son environnement,

-l'impact sanitaire lié aux substances chimiques (inventaire des sources, conceptualisation des expositions, identification des dangers...)

-l'impact lié au bruit.

VI – REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION

6-1 - Avis du propriétaire- Avis du maire

Le 9 juillet 2008, le maire de Montoir de Bretagne demande l'engagement de l'exploitant de remettre le site en état conformément aux principes énoncés par le bureau d'études BURGEAP. La remise en état doit être effectuée de façon à permettre une nouvelle exploitation de type industriel, en cas d'arrêt définitif des installations de broyage de clinker.

CEM 21 communique une occupation temporaire du domaine public (*AOT 16 117 0129 du 12 juin 2008 – dossier 6, annexe 24*) délivrée par le GPMNSN sur une superficie de 61 698 m² et est accordée jusqu'au 31 décembre 2026. Une option sur un terrain complémentaire de 10 022 m² est accordée jusqu'au 31 décembre 2012.

L'avis du GPMNSN sur l'état dans lequel le site doit être remis en cas de cessation d'activité a été communiqué le 18 juillet 2008.

Les conditions de remise en état du site demandées par le GPMNSN en cas de cessation d'activité sont les suivantes :

-CEM 21 doit prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver l'environnement et la sécurité des personnes, notamment du point de vue sanitaires.

-CEM 21 doit avertir la préfecture, l'inspection des installations classées, la mairie, le Grand port maritime de Nantes Saint Nazaire dans les conditions fixées par les article R.512-74 à R.512-80 du code de l'environnement, au moins trois mois avant la cessation effective d'activité (*AP, art. 8-1*).

-Le GPMNSN est en droit d'exiger de la société CEM 21 l'enlèvement à ses frais, des ouvrages, constructions et installations acquis ou édifiés, avec remise en état des lieux dans leur état initial.

-La remise en état comprend la prise en charge des investigations nécessaires à la mise en évidence de pollutions affectant le sol et le sous-sol de la parcelle occupée. Les opérations de nettoyage qui s'avèreraient nécessaires seront également réalisées aux frais de la société CEM 21 (*AP, art. 8-2*).

6-2 - Conditions de remise en état du site après exploitation

Les opérations de remise en état sont détaillées (*AP, art. 8-2*) :

- vidange de toutes les installations,
- dégazage de toutes les tuyauteries et de la cuve de stockage de gasoil,
- remplissage de la cuve de stockage de gasoil avec un matériau inerte solide ou enlèvement de la cuve,
- évacuation de tous les stocks (matières premières, produits finis...),
- enlèvement et élimination de tous déchets,
- coupure et mise en sécurité des réseaux (eau, électricité...),
- démontage des installations aériennes (transporteurs à bandes, silos...),
- réalisation d'études de sols pour détecter une éventuelle pollution,
- revente ou ferrailage des équipements...
- maintien des clôtures...

VII – AVIS DES SERVICES -

7-1 - Direction régionale des affaires culturelles (20 janvier 2009)

La DRAC expose qu'aucune prescription ne doit être émise en matière d'archéologie préventive. Les découvertes fortuites de vestiges doivent être déclarées.

7-2 - Service départemental d'incendie et de secours (18 décembre 2008)

Le SDIS estime nécessaire la prise en compte des dispositions suivantes :

- dispositions relatives à la préservation des bâtiments, des locaux et de l'outil de travail (*AP, art. 7-6*) :
 - doter les exutoires de désenfumage d'un dispositif de commande automatique et manuel,
 - isoler les locaux à risques importants par des parois verticales et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures et bloc porte coupe-feu de degré 1 heure, muni d'un ferme porte,
 - signaler la présence de bouteilles de gaz à l'extérieur du local,
 - isoler la face sud des stocks de palettes et de matériaux d'emballages des zones de chargement poids-lourds, par un mur coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur de 2 mètres,
 - matérialiser la hauteur maximale de stockage (1mètre) sur ce mur.
- dispositions relatives à la sécurité des intervenants et à la mise en œuvre des moyens de secours (*AP, art. 7-6*) :
 - apposer à l'entrée de chaque bâtiment un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'action des secours,
 - implanter des poteaux d'incendie en liaison avec le SDIS.
- autres dispositions (*AP, art. 7-16*) :
 - prévoir la mise en rétention du site.

7-3 - Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt (22 décembre 2008)

La DRDAF n'a pas d'observations à émettre sur le dossier.

7-4 - Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (17 décembre 2008)

La DDTEFP ne formule aucune observation particulière.

VIII – AVIS DE LA COMMUNE DE MONTOIR DE BRETAGNE (16 janvier 2009)

La commune de Montoir de Bretagne relève que :

- des interrogations subsistent sur le plan de financement du projet,
- des interrogations subsistent sur la faisabilité du transport des matériaux entre le quai de déchargement et le site de l'entreprise,
- la sécurité routière n'est pas assurée,

- des nuisances pour l'environnement peuvent résulter de l'exploitation,
- le projet présente des menaces pour l'emploi.

La commune de Montoir de Bretagne émet un avis défavorable.

IX - AUTRES AVIS

9-1 – Grand port maritime de Nantes Saint Nazaire (8 décembre 2008)

Le GPMNSN n'a pas de réserve particulière à exprimer.

9-2 – Parc naturel régional de Brière (15 janvier 2009)

Le Parc expose :

- qu'il ne lui paraît pas possible d'apprécier l'importance et l'impact des dépôts de poussières autour du site et leurs effets réels,
- que les eaux rejetées par le site doivent rejoindre, via une douve à dévier, un bassin de décantation puis le canal du Priory, avant de rejoindre la Loire,
- que le fait d'argumenter sur la qualité actuelle du milieu récepteur pour autoriser un apport de mauvaise qualité n'est pas acceptable,
- que la directive cadre sur l'eau oblige à une amélioration de la qualité existante,
- que des dispositions doivent être prises pour assurer une qualité des eaux de la douve de sortie, acceptable pour la fonction biologique,
- qu'un suivi une fois par an seulement est insuffisant pour apprécier la qualité des rejets et leurs effets.

En conclusion, le Parc exprime des réserves sur la question des poussières (*AP, titre IV*) et conditionne un avis favorable à la prise en compte de sa demande pour une qualité des eaux acceptable du milieu récepteur (*AP, titre III*).

X - ENQUETE PUBLIQUE

10-1 - Enquête publique

La procédure de mise à enquête publique a été proposée par la DRIRE le 25 septembre 2008.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 31 octobre 2008. Elle s'est déroulée du 7 décembre 2008 au 7 janvier 2009 inclus. Le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Nantes est monsieur Jean CODET.

10-2 - Registre d'enquête publique

Sept observations ont été inscrites sur le registre déposé à la mairie de Montoir de Bretagne.

10-3 - Mémoire en réponse du pétitionnaire (17 décembre 2008)

Le demandeur expose notamment que :

- l'utilisation de convoyeurs à bandes, envisagée par le GPMNSN dans un deuxième stade, est difficile en raison de la distance et du parcours du convoyeur qui multiplie chutes et reprises,
- le nombre de salariés à terme est de 45,
- le choix du site a été conditionné par le schéma directeur du Port et par les zones SELS et SEL de l'usine YARA,
- deux espaces de confinement sont prévus (laboratoire et salle de réunion).

10-4 - Avis et conclusions du commissaire enquêteur (29 janvier 2009)

Sur le trafic routier

Le flux de poids lourds doit se répartir en majeure partie vers l'est de la RD 100 qui doit supporter une notable augmentation du trafic poids lourds.

Le commissaire enquêteur estime que l'activité routière devrait être relativement bien absorbée par la RD 100.

Sur les poussières

La manutention entre le quai de déchargement et les installations doit se faire par une flotte de six remorques de 40 tonnes, spécialement étudiées (faible ouverture, déchargement par gravité, remorques capotées) (*AP, art. 2-3*).

La technique des filtres à manches, compte tenu de la granulométrie des produits, s'avère être la plus efficace pour bloquer les poussières contenues dans les rejets atmosphériques).

Le commissaire enquêteur indique qu'il serait toutefois judicieux d'envisager un suivi de l'entretien des manches et un contrôle périodique des émissions de poussières selon une périodicité à déterminer par l'inspection des installations classées, avec communication des résultats à l'inspection (*AP, titre IV*).

Sur le bruit

Le commissaire enquêteur estime indispensable d'effectuer des mesures de bruit en limites des zones habitées de "Camé" et "Blanche" et en limite du site, au fur et à mesure de la montée en puissance de l'installation, ensuite, si besoin est, suivant une fréquence fixée par l'autorité administrative (*AP, art. 5-7*).

Sur la gestion des eaux et des déchets

Les besoins en eau ne concernent que les eaux sanitaires et les eaux de lavage des véhicules. Le process relève d'une activité "sèche". Les rejets d'eaux sanitaires sont traités par l'intermédiaire d'une mini-station de capacité de 32 équivalents-habitants.

Les eaux de lavage, de ruissellement de la zone de dépotage, des voiries, des toitures et des parkings sont rejetées dans le milieu naturel par circuits spécifiques via débourbeurs, déshuileurs et séparateurs d'hydrocarbures, avec bassins de rétention ou bassins d'orage. Les volumes mis en jeu (1500 m³/an) sont minimes.

Le commissaire enquêteur pense nécessaire que le suivi des nettoyages et du devenir des éventuels résidus soit tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (*AP, art. 6-6 et 6-7*).

CEM 21 envisage de conclure avec le GPMNSN une convention de rejet pour ses divers types d'eaux évacuées, avec prises annuelles d'échantillons par un laboratoire agréé.

Sur la faune et sur la flore

L'annexe 22 du dossier fait le point sur des questions spécifiques.

Sur la sécurité

Le GPMNSN travaille sur le développement d'une culture commune des risques sur la zone d'activités portuaires.

En conclusion :

Le commissaire enquêteur estime que le projet :

- présente une bonne étude d'impact, accompagnée de documents techniques explicites,
- tient compte des divers milieux qu'il insère et ne doit pas les perturber outre mesure,
- ne devrait pas poser de problèmes au travers du mémoire du maître d'ouvrage qui s'engage sur une démarche de haute qualité,
- fait l'objet d'un montant de mesures compensatoires et de préventions réglementaires, significatif,
- s'insère dans une zone classée UG, définie comme zone industrielle portuaire lourde.

En conséquence, le commissaire enquêteur émet un avis favorable. Il estime toutefois souhaitable que les mesures de contrôles réguliers qui concernent en particulier les poussières, le bruit et les rejets d'eaux soient suivies d'effet.

10-5 – Éléments complémentaires communiqués par l'exploitant

Dans une note du 8 février 2009, le demandeur répond aux interrogations du conseil municipal de Montoir de Bretagne.

XI – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES -

11-1 – Nuisances liées aux installations de broyage de clinker

Les installations de broyage de clinker génèrent les principales nuisances suivantes :

- bruits (*AP, titre 5*),
- poussières (*AP, titre 4*),
- trafic routier (*AP, art. 2-3*).

Les installations doivent être situées dans la zone industrielle du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire. Les mesures compensatoires permettent de limiter les nuisances.

11-2 – Proximité de la société YARA

Divers articles du projet d'arrêté sont établis pour tenir compte de la proximité de l'établissement de la société YARA, et notamment les articles 7-13 (plan d'opération interne), 7-14 (plan particulier d'intervention) et 7-15 (formation du personnel).

L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et des moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude des dangers. Le POI de la société CEM 21 doit être compatible avec le POI de la société YARA.

En cas d'accident dans l'établissement de la société YARA, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.

Dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI) de la société YARA et des plans d'opération interne de l'exploitant et de la société YARA, des exercices de secours communs doivent être organisés pour assurer l'entraînement du personnel dans le cas d'un accident.

Au moins deux locaux de confinement doivent être spécifiquement aménagés dans les locaux du site pour assurer la mise à l'abri du personnel en cas d'accident toxique signalé. L'exploitant doit s'assurer que le confinement est compatible avec les effets et avec les durées des accidents susceptibles d'intervenir dans l'établissement de la société YARA et susceptibles d'affecter le personnel de son établissement (*AP, art. 7-6*).

XII – CONCLUSIONS -

La société CEM 21 souhaite exploiter des installations de broyage de clinker à Montoir de Bretagne dans la zone industrielle du Port Autonome de Nantes Saint-Nazaire.

Nous donnons un avis favorable à la demande compte tenu des éléments ci-dessus et de l'ensemble des mesures présentées dans le projet d'arrêté préfectoral.